

Tanger, les squatteurs subsahariens expulsés

Et après ?

Le lundi 29 juin dernier, à l'aube, après un ultimatum de 24 heures adressé par le ministère de l'Intérieur, les quelque 1200 migrants subsahariens qui occupaient illégalement des logements vides au quartier Al Irfane à Tanger ont été expulsés par les forces de l'ordre. Mais le problème est loin d'être résolu. Zoom. *Mouna Izddine*

Hay Al Irfane, district de Boukhalef. Le soleil écrasant de juillet couplé au jeun du mois de Ramadan ajoutent à l'irritabilité des habitants de ce quartier périphérique de Tanger comptant quelque 8.000 âmes. Le soulagement aura été de courte durée. Deux semaines à peine après leur expulsion par les forces de l'ordre, les «squatteurs d'Al Irfane» comme les ont dénommés certains, reviennent par petits groupes.

Une expulsion nécessaire mais contestée

« Ils attendaient juste le départ du Boi et l'approche de l'Aïd pour revenir, quand tout le monde sera occupé avec les préparatifs de la fête. Même ceux qui ont été envoyés dans d'autres villes reviendront, car Tanger est la ville la plus proche de l'Espagne, or on sait tous que leur objectif final, ce n'est pas de s'intégrer à la société marocaine, mais d'émigrer vers l'Europe », confie Azzedine, habitant et syndic d'un immeuble, sur un ton de dépit.

En tout, d'après le recensement de l'AST (Association des Sénégalais de Tanger), ce sont 110 appartements qui étaient squattés par 1.200 Subsahariens en situation irrégulière à la veille de l'opération d'expulsion. La plupart

de ces logements appartiennent à des Marocains résidents à l'étranger (MRE) ou possédant leur résidence principale dans d'autres villes du royaume. Raison pour laquelle les concernés ont jeté leur dévolu sur cette zone d'immeubles érigés en 2007 et les années suivantes par les groupes immobiliers Addoha et XXX. Jusqu'à ce lundi 29 juin à l'aube où agents de police, forces auxiliaires et forces spéciales ont été déployés dans toute la zone pour déloger les squatteurs après l'expiration de l'ultimatum de 24 heures qui leur avait été adressé par l'Intérieur.

« On prenait le s'hour quand on a entendu des bruits et des cris. C'était le branle-bas de combat. Il devait y avoir au moins 60 casafettes de police et de FA, des camions de pompiers, des ambulances et des cars. Les squatteurs qui ont opposé une résistance ont été menottés certes, mais je n'ai vu aucun se faire violenter par les forces de l'ordre. Le seul décès qu'il y a eu est celui d'un jeune, qui a chuté en voulant sauter du toit d'un immeuble à l'autre pour fuir la police », rapporte Azzedine.

Une expulsion critiquée par les ONG, dont le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (Gadem), qui reprochent aux autorités marocaines des évacuations «forcées» ayant entraîné selon eux le décès de deux jeunes Ivoiriens, ainsi que

des arrestations «arbitraires». D'après le Gadem, si la majorité des occupants illégaux ont été déplacés vers des villes du sud du Maroc (notamment à Marrakech, Agadir et Fqih Ben Salah), près de 400 ont été contraints de se réfugier dans les forêts avoisinantes et certains ont été arrêtés et détenus «indépendamment de leur situation administrative» et sans information sur la raison ni la durée de leur détention. Minoritaires, les femmes, les nourrissons, les enfants en bas âge et autres mineurs ont pour 69, d'entre eux trouvé refuge à la cathédrale catholique de Tanger (voir entretien avec Laye Kamara). Ils devraient bientôt être rejoints par 11 autres femmes et un veuf avec 3 enfants. L'archevêque de la ville, Mgr Santiago Agrelo, a précisé toutefois qu'il s'agissait d'un refuge temporaire pour les personnes les plus vulnérables dans l'attente d'une solution en coordination avec le maire de la ville, Fouad El Omari.

Fossé culturel et tensions sociales

Pour les associations de défense des droits des migrants comme pour les habitants d'Al Irfane, aucune solution viable n'a été proposée pour résoudre définitivement cette situation génératrice de tensions sociales. Le retour pro-



Deux semaines à peine après leur expulsion par les forces de l'ordre, les squatteurs reviennent à Boukhalef par petits groupes.

gressif et massif des squatteurs semble inexorable. Beaucoup de résidents confient craindre de revivre le scénario «cauchemardesque» de ces quatre dernières années : « Depuis leur arrivée ici à la fin de l'année 2010, la vie ici était devenue infernale, une vraie jungle urbaine. Car non seulement les «Africains» occupaient illégalement des logements, mais en plus ils semaient l'insécurité et empoisonnaient notre quotidien. Nous pensons sérieusement à déménager. Depuis l'annonce de sa grossesse, ma femme refuse de sortir le soir de peur de se faire agresser. Ils ont des armes blanches et sont plus forts physiquement que nous, c'est un fait », nous dit Kamal, technicien dans le secteur automobile.

Tandis que le précédent sort pour prendre l'air ou s'adonner à des petits trafics en tous genres. Regardez comment ils sont bien habillés et en pleine forme. C'est une véritable mafia je vous dis ! Certains sont passeurs, d'autres vivent de l'or ramené de leurs pays, de mendicité, de petits larcins, de la vente de cocaïne et d'alcool de contrebande. Ils ont ouvert 5 bars clandestins dans des appartements vides, où ils se saoulent et ramènent des prostituées marocaines et des Européennes d'un certain âge. Sans parler des nuisances sonores et olfactives ils veillent toute la nuit, parlent fort, cuisinent avec des épices très fortes et certains font carrément leurs besoins dehors ! Nous ne sommes pas racistes.



Azzedine, syndic d'immeuble, nous explique comment les caves sont désormais soudées pour empêcher l'intrusion de squatteurs. A gauche, une famille de migrants irréguliers accuse les gardiens de l'avoir jetée dehors.



mais ces gens-là ne respectent pas nos valeurs et nos coutumes. En dehors des musulmans parmi eux, même pendant le mois de ramadan, ils boivent de l'alcool, consomment de la drogue et leurs filles se baladent à moitié nues dans le quartier. L'imam du quartier les a même vus se laver tous nus sur le toit d'un immeuble faisant face à la mosquée Irfane II.

«C'est par leur faute que j'ai mis en vente l'appartement que m'a laissé mon fils et dont je les avais chassés moi-même après avoir employé tous les recours possibles. Ils défoncent les portes, font main basse sur l'eau et l'électricité et saccagent les maisons qu'ils occupent. Plus personne ne veut habiter dans ce quartier», rapporte Haja Rabiaa, une septuagénaire propriétaire de deux logements à Al Irfane. Nada, 26 ans, cherche aussi à vendre l'appartement que lui avait acheté son père pour ses études à la fac : «Il y avait plus de dix squatteurs dans ma maison que j'ai fait sortir de force. Ils me l'ont laissée dans un état lamentable, ils ont arraché les fils électriques et revendu jusqu'aux toilettes ! Mon père l'a achetée à 20 millions

de centimes, aujourd'hui même à 15 je n'arriverai pas à la revendre. C'est un véritable glébis, je ne vous cache pas ma colère».

Les migrants se défendent

Aux cris de «Ouvrez la porte de l'Europe aux Subsahariens, fermez celle de Boukhalef !» et autre «On veut un gendarme pour nos maisons, pas pour l'Europe !», plusieurs sit-in ont été organisés par les habitants de la cité ces dernières années pour dénoncer l'indifférence et le laxisme des autorités locales qui, selon eux, ne consacrent pas les moyens nécessaires pour leur sécurité et celle de leurs enfants. Les pouvoirs publics ont fini par agir, mais le pessimisme est de retour sur les visages las des habitants. Du côté des concernés, si on reconnaît le caractère illégal des occupations, on fustige l'attitude jugée discriminatoire des Marocains, qui refuseraient selon eux de louer des logements à des Subsahariens, alors que les propriétaires et intermédiaires marocains arguent de l'impossibilité de céder le bail à des dizaines d'occupants dans des surfaces censées héberger tout au plus 4 ou 6 personnes. D'autres pointent du doigt la «fourberie» de certains gardiens, qui loueraient au noir des appartements à des migrants avant de les chasser violemment dès qu'ils trouvent plus disant. Tous ceux que nous avons pu interroger lors de notre enquête sur le terrain ont reconnu être là de passage, dans l'espoir d'épargner suffisamment d'argent pour pouvoir payer leur traversée clandestine vers l'Eldorado européen une fois la météo clémente. Une traversée périlleuse de la Méditerranée pour laquelle ils doivent déboursier jusqu'à 15.000 dirhams par passager, à moins

d'acheter eux-mêmes leur zodiac à raison de 1.500 dirhams chacun. Au péril de leur vie. Comme les amis de Abdou, jeune informaticien dakarois de 28 ans, morts noyés dans les eaux traîtresses de la Méditerranée. Mais la mort ne semble point décourager ce jeune migrant clandestin et ses compagnons d'infortune qui squattaient lors de notre reportage le toit d'un immeuble à Al Irfane.

«Certains habitants sont très gentils avec nous, ils nous offrent à boire et à manger. Ils font honneur à l'hospitalité légendaire des Marocains. D'autres en revanche nous traitent comme des sous-hommes, nous appellent «azzi» et nous insultent, alors que dans mon pays d'origine, le Sénégal, on reçoit très bien nos frères marocains. Après tout, ne sommes-nous pas tous africains ? Nous ne leur faisons aucun mal, c'est eux qui viennent nous attaquer, au couteau alors que notre seule arme à nous, ce sont nos mains. Nous savons toutefois que le Maroc est le pays le plus accueillant de la région et qu'en Algérie, par exemple, on aurait été assassinés si on avait squatté des maisons. Pour ma part, je suis là depuis 3 ans, je travaille dans des centres d'appel (les ressortissants sénégalais ont besoin uniquement de leur passeport pour y exercer) et je fais du dépannage d'ordinateurs. J'espère un jour obtenir une carte de séjour grâce à Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour pouvoir trouver un travail et un logement décent et mettre l'argent de côté pour partir. Quand je serai en Europe, j'amènerai ma future épouse et mes enfants car le Maroc c'est un très bon pays», conclut Abdou, 28 ans. On ne saura pas ce qui est advenu d'Abdou et de ses amis *

Nous savons que le Maroc est le pays le plus accueillant de la région et qu'en Algérie voisine, on aurait été assassinés si on squattait des maisons»

SOLID
CAMARA LAYE
Coordinateur du
Conseil des Migrants
Subsahariens au Maroc



Nous réclamons la vérité

Les associations de défense des droits des migrants au Maroc sont en concertation avec les autorités marocaines pour trouver une issue au problème de logement des migrants irréguliers. L'éclairage de Camara Laye.

Propos recueillis par Mouna Izddine

L'Observateur du Maroc et d'Afrique. Avez-vous suivi les derniers événements de Boukhalef ?

Camara Laye. J'ai été à Tanger pour trois jours pour une mission d'enquête et d'observation sur le terrain, en tant que membre du secrétariat de la plate-forme des associations de migrants au Maroc. Nous voulons que toute la lumière soit faite sur la mort du jeune Ivoirien Mamadou Koné et sur les violations des droits de l'Homme rapportées par les expulsés. Par ailleurs, les femmes, les enfants, les mineurs et les femmes enceintes devraient tous être placés dans des lieux sûrs. Beaucoup de ceux qui ne sont pas montés dans les bus à destina-

tion de Rabat, Agadir, Fès ou encore Sidi Slimane, ont trouvé refuge et nourriture à la cathédrale de Tanger. Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) nous a aidés à trouver des hôtels pour 15 jours pour les autres femmes et les enfants demeurés à Tanger, mais c'est une solution provisoire. On ignore de quoi l'avenir sera fait.

Au-delà des droits élémentaires reconnus à tout migrant, reconnaissez-vous le caractère illégal de ces occupations ?

Nous avons toujours dénoncé le squat et appelé les occupants à régulariser leur situation, mais c'était à la justice de se prononcer sur leur cas et non au minis-

tère de l'Intérieur. Nous estimons que les responsabilités sont partagées. Les propriétaires refusent de louer aux migrants en situation irrégulière, or ces derniers sont contraints de louer à plusieurs car ils sont très faibles économiquement. Par ailleurs, il nous a été rapporté que ce sont certains gardiens, eux-mêmes, qui louent des appartements sans contrat de bail à des migrants et les y installent. Une fois l'argent empoché, ils prétendent que le squat s'est fait par la force. En somme, chaque protagoniste a compris comment fonctionne le système et s'en accommode.

Certains squatteurs sont revenus à Boukhalef. Quelle sera selon vous l'issue de cette situation ?

En effet, il s'agit aujourd'hui de trouver une solution viable et durable à ce problème de logement, en concertation avec les autorités locales. Cette situation n'a que trop duré. Nous sommes dans un Etat de droit, or avant Mamadou Koné, il y a eu deux autres morts à Boukhalef, les jeunes Sénégalais Alphonse Ndour (égorgé en août 2014) et Moussa Seck (défenestré du 4ème étage d'un immeuble) en octobre 2013. Les très fortes tensions sociales entre la population marocaine de ce district et les migrants concernés iront en s'aggravant si une issue n'est pas rapidement trouvée à ce problème. Il faut donner un autre choix à ces migrants en difficulté. S'ils n'ont pas où aller, si on les chasse même de la forêt, ils reviendront à Boukhalef, malgré le climat de peur et de rejet auquel ils sont exposés. La solution la plus viable à mon avis serait que les autorités locales mettent à leur disposition des centres d'accueil dédiés, des bâtiments vides ou des espaces où ils pourront installer des campements autorisés. Enfin, il faudrait assouplir les conditions d'octroi des cartes de séjour, sachant que pour espérer être régularisé, il faut justifier d'une présence de 5 années au moins sur le territoire marocain de façon continue, avoir au minimum 2 ans de vie conjugale commune avec un(e) citoyen(ne) marocain(e) ou un(e) ressortissant(e) étranger(e) en situation régulière. Or combien de migrants entrent dans ces critères ? *